

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et par le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, le 28 octobre 1983, d'une demande d'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant des mesures temporaires pour l'admission en qualité d'agent définitif de la Régie des Postes, de certains agents recrutés sous contrat", a donné le 7 novembre 1983 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e oktober 1983 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en door de Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hun, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende tijdelijke bepalingen met het oog op de toelating in de hoedanigheid van vastbenoemd personeelslid van de Regie der Posterijen van sommige bij overeenkomst aangeworven personeelsleden", heeft de 7e november 1983 het volgend advies gegeven

INTITULE.

Dans un souci de concordance avec l'article 10, § 1er, de l'arrêté royal n° 182 du 30 décembre 1982 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des postes, il conviendrait d'écrire, dans le texte français, "portant des dispositions temporaires" (et non "des mesures").

PREAMBULE.

La modification faite par la loi du 5 août 1978 à la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes ayant été absorbée par celle qu'y a apportée l'arrêté royal n° 182 du 30 décembre 1982, l'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes, modifiée par la loi du 28 décembre 1973 et par l'arrêté royal n° 182 du 30 décembre 1982;"

Les alinéas 3 à 8 font référence à des textes qui ne constituent pas les fondements du projet et dont la mention n'est pas nécessaire à sa compréhension. Ils doivent donc être omis, conformément à l'usage.

DISPOSITIF.Article 1er.

Dans le texte français, il convient d'écrire "Article 1er" et non "Article 1".

.../...

L'article pourrait être rédigé plus simplement et tout aussi complètement dans les termes suivants :

"Article 1er.-

Peuvent être nommés à titre définitif les agents contractuels qui exercent des fonctions correspondant à des grades des niveaux 3 et 4, à l'exception des aides-ouvriers des postes B".

Article 2.

Le 1° devrait être combiné avec l'article 7, § 1er, alinéa 1er, qui a trait lui aussi à la période pendant laquelle les fonctions ont été remplies sous le régime du contrat.

Dans le 4°, il devrait être précisé que c'est au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet que le bénéficiaire doit être porteur du diplôme ou du certificat d'études en rapport avec le grade à conférer. Ainsi l'article 3, qui n'a pas d'autre objet, pourrait être omis.

Enfin, dans un souci de cohérence avec l'article 5 (appelé à devenir l'article 3), la réussite du concours spécial de recrutement devrait être visée dès l'article 2 comme l'une des conditions de la nomination.

Le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

Pour être nommés à titre définitif, les agents visés à l'article 1er doivent remplir les conditions suivantes :

.../...

- 1° avoir été en fonction au plus tard le 30 juin 1975, l'être restés jusqu'au jour où le présent arrêté leur sera appliqué et avoir, pendant un minimum de six mois, été chargés d'une fonction ayant comporté des prestations d'au moins un demi-jour en moyenne;
- 2° ... (comme au projet);
- 3° ... (comme au projet, sauf à écrire "conformément à l'article 15, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937;" et non "dernier alinéa");
- 4° être porteur, le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, du diplôme ou certificat d'études ... (la suite comme au 4° du projet);
- 5° ... (comme au projet);
- 6° avoir réussi un concours spécial de recrutement.

Les diplômes ou certificats d'études ... (la suite comme à l'alinéa 2 du projet)".

Article 3.

Cette disposition doit être omise pour les raisons indiquées à propos de l'article 2, 4°.

.../...

Article 4 (qui devrait devenir l'article 7).

Cet article règle le sort des agents qui exercent des fonctions correspondant à un grade auquel leur diplôme ne leur permet pas d'accéder. Il n'est pas à sa place au début du projet. Il devrait figurer après les dispositions qui règlent en détail les conditions de nomination à titre définitif.

La nomination des agents qui sont dans ce cas a lieu à leur demande et - ce que le texte devrait préciser - moyennant la réussite d'un examen (sauf dispense conformément à l'article 6).

Article 5 (qui devrait devenir l'article 3).

Les paragraphes 1er et 2 gagneraient à être fusionnés.

Le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

§ 1er. Le concours spécial de recrutement visé à l'article 2, 6°, est organisé à deux reprises par le Secrétaire permanent au recrutement, en collaboration avec la Régie des postes.

§ 2. Sur avis conforme du Secrétaire permanent ... (la suite comme au paragraphe 3 du projet)".

Le paragraphe 4, qui deviendrait le paragraphe 3 s'il était maintenu, est superflu car l'arrêté royal du 10 janvier 1975 fixant le montant et le mode de paiement du droit d'inscription dans le registre des candidats ainsi qu'aux examens et concours organisés par le Secrétaire permanent au recrutement s'applique de plein droit au concours prévu par le projet.

.../...

Subsidiairement, si le texte en était maintenu, il conviendrait d'y supprimer la référence à l'article 2 de l'arrêté royal précité du 10 janvier 1975 parce que celui-ci fixe le montant des inscriptions et non des modalités de paiement.

Toujours subsidiairement, l'arrêté royal du 10 janvier 1975 devrait être cité avec son intitulé exact, qui est reproduit plus haut.

Article 6 (qui devrait devenir l'article 8).

L'article détermine les cas où les agents sont dispensés du concours organisé par le projet. Il n'est pas à sa place. Il devrait, comme l'article 4 (devenant l'article 7), figurer après les dispositions qui règlent les conditions de nomination à titre définitif.

Le texte suivant est proposé :

"Article 8.-

Sont dispensés du concours spécial de recrutement :

- 1° les agents visés à l'article 1er qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ont réussi un concours de recrutement d'auxiliaire, organisé par la Régie, ou un concours de recrutement, organisé par le Secrétaire permanent au recrutement, qui donne accès à un grade classé au même niveau ou à un niveau supérieur à celui du grade auquel ils peuvent prétendre;
- 2° les agents visés à l'article 1er, qui exercent une fonction du niveau 3 et qui ont réussi un concours de recrutement d'auxiliaire, organisé par la Régie, ou un concours de recrutement, organisé par le Secrétaire permanent au recrutement, qui donne accès à un grade classé au niveau 4.

Les agents visés à l'alinéa 1er, 2°, peuvent, à leur demande, être nommés à un grade du niveau 4. La demande doit être adressée à l'Administrateur général de la Régie des postes dans les soixante jours qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté. Les agents qui ont introduit cette demande ne peuvent être nommés à un grade du niveau 3".

Article 7 (qui devrait devenir l'article 4).

Le paragraphe 1er, alinéa 1er, doit être supprimé puisqu'il contient une condition de nomination et qu'il a été incorporé à ce titre à l'article 2, 1°, du projet.

Le texte suivant est proposé :

"Article 4.-

Pour le calcul des six mois de service prévus à l'article 2, 1°, il est tenu compte des seuls services effectifs.

Sont considérées comme services effectifs, les prestations rémunérées par la Régie des postes, en ce compris les absences pour motifs de santé ou pour cause de force majeure".

Article 8 (qui devrait devenir l'article 6)

L'article doit normalement se placer après l'article 9 du projet (devenant l'article 5) qui a trait à une condition de nomination : l'absence de mention défavorable.

.../...

Par ailleurs, dans un souci de concordance avec les textes proposés, mieux vaudrait, à l'alinéa 1er et à l'alinéa 3, écrire "Les agents" au lieu de "Les membres du personnel".

Article 9 (qui devrait devenir l'article 5).

Suivant le paragraphe 3,

"Les organisations syndicales représentatives visées à l'article 13, § 3, 2°, de l'arrêté royal n° 182 du 30 décembre 1982 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des Postes, peuvent désigner un délégué auprès de cette commission".

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que le délégué visé par cette disposition serait un simple observateur qui ne participerait pas à la délibération proprement dite de la commission.

Le texte devrait le préciser pour prévenir toute contestation (voir notamment l'arrêt du Conseil d'Etat, section d'administration, n° 22.425 du 5 juillet 1982, en cause LECHENE).

Il est dès lors proposé d'ajouter au paragraphe 3 les deux phrases suivantes :

"Ce délégué ne peut assister à la délibération. La décision fait mention de ce que cette interdiction a été respectée".

Article 10 (qui devrait devenir l'article 9).

Cet article n'appelle pas d'observation.

.../...

Article 11 (qui devrait devenir l'article 10).

Le texte suivant est proposé :

"Article 10.-

Pour l'application du présent arrêté, les nominations à un même grade sont attribuées dans l'ordre suivant :

- 1° aux agents visés à l'article 8;
- 2° aux agents qui ont satisfait à un concours spécial de recrutement.

Pour les agents visés à l'alinéa 1er, 1°, la priorité est donnée aux lauréats du concours de recrutement qui a été clos à la date la plus ancienne; les lauréats d'un même concours sont classés selon la place qu'ils y ont obtenue.

Pour les agents visés à l'alinéa 1er, 2°, la priorité est donnée aux lauréats du premier concours spécial de recrutement; les lauréats d'un même concours sont classés selon la place qu'ils y ont obtenue".

Articles 12, 13 et 14 (qui devraient devenir respectivement les articles 11, 12 et 13).

A l'article 12 (devenant l'article 11), il conviendrait d'écrire "Les agents" au lieu de "Les membres du personnel".

A l'article 13, dans le texte français, il y a lieu d'écrire "... le jour de sa publication au Moniteur belge".

OPSCHRIFT.

Ter wille van de overeenstemming met artikel 10, § 1, van het koninklijk besluit nr 182 van 30 december 1982 met betrekking tot de saneringsmaatregelen die toepasselijk zijn op de Regie der Posterijen, zou in de Franse tekst moeten worden geschreven : "portant des dispositions temporaires" (en niet "des mesures").

AANHEF.

Daar de wijziging, die bij de wet van 5 augustus 1978 werd aangebracht in de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen, opgegaan is in die welke erin aangebracht is bij het koninklijk besluit nr 182 van 30 december 1982, zou het eerste lid in dezer voege gesteld moeten worden :

"Gelet op de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen, gewijzigd bij de wet van 28 december 1973 en bij het koninklijk besluit nr 182 van 30 december 1982;".

De leden 3 tot 8 verwijzen naar teksten die geen rechtsgrond opleveren voor het ontwerp en waarvan de vermelding niet noodzakelijk is voor een goed begrip ervan. Ze moeten dus, zoals gebruikelijk is, achterwege worden gelaten.

BEPALEND GEDEELTE.Artikel 1.

In de Franse tekst schrijve men "Article 1er" en niet "Article 1".

.../...

Het artikel zou eenvoudiger en even volledig zijn als het in dezer voege werd gesteld :

"Artikel 1.-

In vast verband kunnen worden benoemd de bij overeenkomst aangeworven personeelsleden die een ambt uitoefenen dat overeenstemt met graden van de niveaus 3 en 4, met uitzondering van de hulpwerklieden der Posterijen B".

Artikel 2.

De tekst onder 1° zou moeten worden gecombineerd met artikel 7, § 1, eerste lid, dat eveneens betrekking heeft op de periode waarin het ambt onder de gelding van de overeenkomst werd vervuld.

In 4° zou nader moeten worden bepaald dat de bewuste personeelsleden op de dag van de inwerkingtreding van het ontworpen besluit houder dienen te zijn van het diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met de te verlenen graad. Zodoende zou artikel 3, dat geen andere inhoud heeft, kunnen vervallen.

Ten slotte zou ter wille van de samenhang met artikel 5 (dat artikel 3 zou worden), het slagen voor het bijzonder vergelijkend wervingsexamen reeds in artikel 2 als een van de benoemingsvereisten vermeld moeten worden.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 2.-

Om in vast verband benoemd te worden, moeten de in artikel 1 bedoelde personeelsleden de volgende voorwaarden vervullen :

- 1° uiterlijk op 30 juni 1975 in dienst zijn geweest, in dienst zijn gebleven tot de dag waarop dit besluit op hen zal worden toegepast en gedurende ten minste zes maanden belast zijn geweest met een ambt dat prestaties van gemiddeld ten minste een halve dag heeft omvat;
- 2° ... (zoals in het ontwerp);
- 3° de overeenkomstig artikel 15, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 bepaalde lichamelijke geschiktheid voor het uit te oefenen ambt bezitten;
- 4° houder zijn, op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit, van het diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met de te verlenen graad, volgens de bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 gevoegde tabel, of van ... (voorts zoals in 4° van het ontwerp);
- 5° ... (zoals in het ontwerp);
- 6° geslaagd zijn voor een bijzonder vergelijkend wervings-examen.

De diploma's of studiegetuigschriften ... (voorts zoals in het tweede lid van het ontwerp)".

Artikel 3.

Deze bepaling moet vervallen om de redenen die naar aanleiding van artikel 2, 4°, zijn opgegeven.

Artikel 4 (dat artikel 7 zou moeten worden).

Dit artikel werkt een regeling uit voor de personeelsleden die een ambt uitoefenen dat overeenstemt met een graad tot welke ze krachtens hun diploma geen toegang

.../...

hebben. Het hoort niet thuis vooraan in het ontwerp. Het zou moeten komen na de bepalingen die de vereisten voor benoeming in vast verband in bijzonderheden regelen.

De benoeming van de personeelsleden die in dat geval verkeren, geschiedt op hun aanvraag en - hetgeen de tekst zou moeten preciseren - mits zij slagen voor een examen (behoudens vrijstelling overeenkomstig artikel 6).

Artikel 5 (dat artikel 3 zou moeten worden).

Het zou beter zijn de paragrafen 1 en 2 samen te voegen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 3.-

§ 1. Het in artikel 2, 6°, bedoelde bijzonder vergelijkend wervingsexamen wordt tweemaal door de Vaste Wervingssecretaris georganiseerd, in samenwerking met de Regie der Posterijen.

§ 2. Op eensluidend advies van de Vaste Wervingssecretaris ... (voorts zoals in paragraaf 3 van het ontwerp)".

Paragraaf 4, die paragraaf 3 zou worden als hij wordt behouden, is overbodig daar het koninklijk besluit van 10 januari 1975 tot vaststelling van het bedrag en de wijze van betalen van het inschrijvingsgeld voor het sollicitantenregister en voor de examens en vergelijkende examens georganiseerd door de Vaste Wervingssecretaris, van rechtswege toepassing vindt op het vergelijkend examen waarin het ontwerp voorziet.

Subsidiair moge worden opgemerkt dat, als de tekst ervan behouden wordt, de verwijzing naar artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 10 januari 1975 welke erin voorkomt, zou moeten vervallen, daar dat artikel het inschrijvingsgeld en niet de wijze van betaling vaststelt.

Nog subsidiair moge worden opgemerkt dat het koninklijk besluit van 10 januari 1975 met zijn juiste opschrift vermeld zou moeten worden, zoals dat opschrift hiervoren is opgegeven.

Artikel 6 (dat artikel 8 zou moeten worden).

Het artikel bepaalt in welke gevallen de personeelsleden van het door het ontwerp georganiseerde vergelijkend examen worden vrijgesteld. Het staat niet op zijn plaats. Het zou, evenals artikel 4 (dat artikel 7 wordt), moeten komen na de bepalingen die de vereisten voor benoeming in vast verband regelen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-

Van het bijzondere vergelijkend wervingsexamen worden vrijgesteld :

- 1° de in artikel 1 bedoelde personeelsleden die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit geslaagd zijn voor een door de Regie georganiseerd vergelijkend examen voor de werving van hulpkrachten of voor een door de Vaste Wervingssecretaris georganiseerd vergelijkend wervingsexamen dat toegang verleent tot een graad die is ingedeeld in hetzelfde niveau of in een niveau dat hoger is dan dat van de graad waarop zij aanspraak kunnen maken;

2° de in artikel 1 bedoelde personeelsleden die een ambt van niveau 3 uitoefenen en geslaagd zijn voor een door de Regie georganiseerd vergelijkend examen voor de werving van hulpkrachten of voor een door de Vaste Wervingssecretaris georganiseerd vergelijkend wervingsexamen dat toegang verleent tot een in niveau 4 ingedeelde graad.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde personeelsleden kunnen, op hun aanvraag, in een graad van niveau 4 worden benoemd. De aanvraag dient binnen zestig dagen na het van kracht worden van dit besluit te worden gericht aan de Algemeen Beheerder van de Regie der Posterijen. De personeelsleden die een zodanige aanvraag hebben ingediend, kunnen niet in een graad van niveau 3 worden benoemd".

Artikel 7 (dat artikel 4 zou moeten worden).

Paragraaf 1, eerste lid, moet vervallen omdat hij een benoemingsvereiste bevat en als zodanig in artikel 2, 1°, van het ontwerp is opgenomen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 4.-

Voor het berekenen van de in artikel 2, 1°, voorgeschreven dienstdtijd van zes maanden wordt slechts rekening gehouden met de werkelijke diensten.

Als werkelijke diensten worden beschouwd de prestaties die door de Regie der Posterijen bezoldigd zijn, met inbegrip van de afwezigheid om gezondheidsredenen of wegens overmacht".

.../...

Artikel 8 (dat artikel 6 zou moeten worden).

Het artikel moet normaal komen na artikel 9 van het ontwerp (hetwelk artikel 5 wordt), dat betrekking heeft op een benoemingsvereiste : het ontbreken van een ongunstige vermelding.

Het zou overigens ter wille van de overeenstemming met de voorgestelde teksten beter zijn in het eerste en in het derde lid van de Franse tekst "Les agents" te schrijven in plaats van "Les membres du personnel".

Artikel 9 (dat artikel 5 zou moeten worden).

Paragraaf 3 luidt aldus :

"De representatieve syndicale organisaties bedoeld in artikel 13, § 3, 2°, van het koninklijk besluit nr 182 van 30 december 1982 met betrekking tot de saneringsmaatregelen die toepasselijk zijn op de Regie der Posterijen, mogen een afgevaardigde aanduiden bij die commissie".

Uit de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt dat de in die bepaling bedoelde afgevaardigde gewoon een waarnemer zou zijn die niet aan de eigenlijke beraadslaging van de commissie zou deelnemen.

Om iedere betwisting te vermijden, zou de tekst zulks moeten preciseren (zie met name het arrest van de Raad van State, afdeling administratie, nr 22.425 van 5 juli 1982, in zake : LECHENE).

Derhalve wordt voorgesteld paragraaf 3 met twee volzinnen in dezer voege aan te vullen :

.../...

"Die afgevaardigde mag de beraadslaging niet bijwonen. De beslissing vermeldt dat dit verbod is nageleefd".

Artikel 10 (dat artikel 9 zou moeten worden).

Bij dit artikel is geen opmerking te maken.

Artikel 11 (dat artikel 10 zou moeten worden)

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 10.-

Voor de toepassing van dit besluit worden de benoemingen tot eenzelfde graad in de volgende orde toegekend :

- 1° aan de in artikel 8 bedoelde personeelsleden;
- 2° aan de personeelsleden die geslaagd zijn voor een bijzonder vergelijkend wervingsexamen.

Wat de in het eerste lid, 1°, bedoelde personeelsleden betreft, hebben zij die geslaagd zijn voor het vergelijkend wervingsexamen dat op de verst afgelegen datum is afgesloten, voorrang; zij die voor een zelfde vergelijkend examen zijn geslaagd, worden gerangschikt volgens de plaats die zij in dat examen hebben behaald.

Wat de in het eerste lid, 2°, bedoelde personeelsleden betreft, hebben zij die voor het eerste bijzonder vergelijkend wervingsexamen geslaagd zijn voorrang; zij die voor een zelfde vergelijkend examen zijn geslaagd, worden gerangschikt volgens de plaats die zij in dat examen hebben behaald".

Artikelen 12, 13 en 14 (die respectievelijk
de artikelen 11, 12 en 13
zouden moeten worden).

In artikel 12 (dat artikel 11 wordt), schrijve men
in de Franse tekst "Les agents" in plaats van "Les membres du
personnel".

In artikel 13 moet men in de Franse tekst schrijven :
"... le jour de sa publication au Moniteur belge".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT,
P. FINCOEUR,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté
par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur
adjoint.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. J.-M. DAGNELIE, adjunct-
auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY.

P. TAPIE.